

# UNE INITIATIVE POUR LA FORÊT AMAZONIENNE DU BRÉSIL

par

Sebastião SALGADO et Lélia WANICK SALGADO

Séance du 31 janvier 2018

On a beaucoup écrit sur la destruction de la forêt amazonienne, sur la déforestation d'immenses pans de forêt primaire par des feux volontaires, pour faire place à des fermes d'élevage de bovins et des plantations de soja, et on a beaucoup écrit sur l'empoisonnement des cours d'eau par les chercheurs d'or et sur la pénétration de territoires vierges pour l'exploitation illégale du bois. Tout cela, et plus encore, est réel, et bien entendu est sujet à alarme, non seulement au Brésil, qui abrite 65 % de la forêt amazonienne, mais aussi au-delà, parmi les scientifiques conscients de l'impact majeur de la région sur les schémas de comportement du climat à l'échelle planétaire.

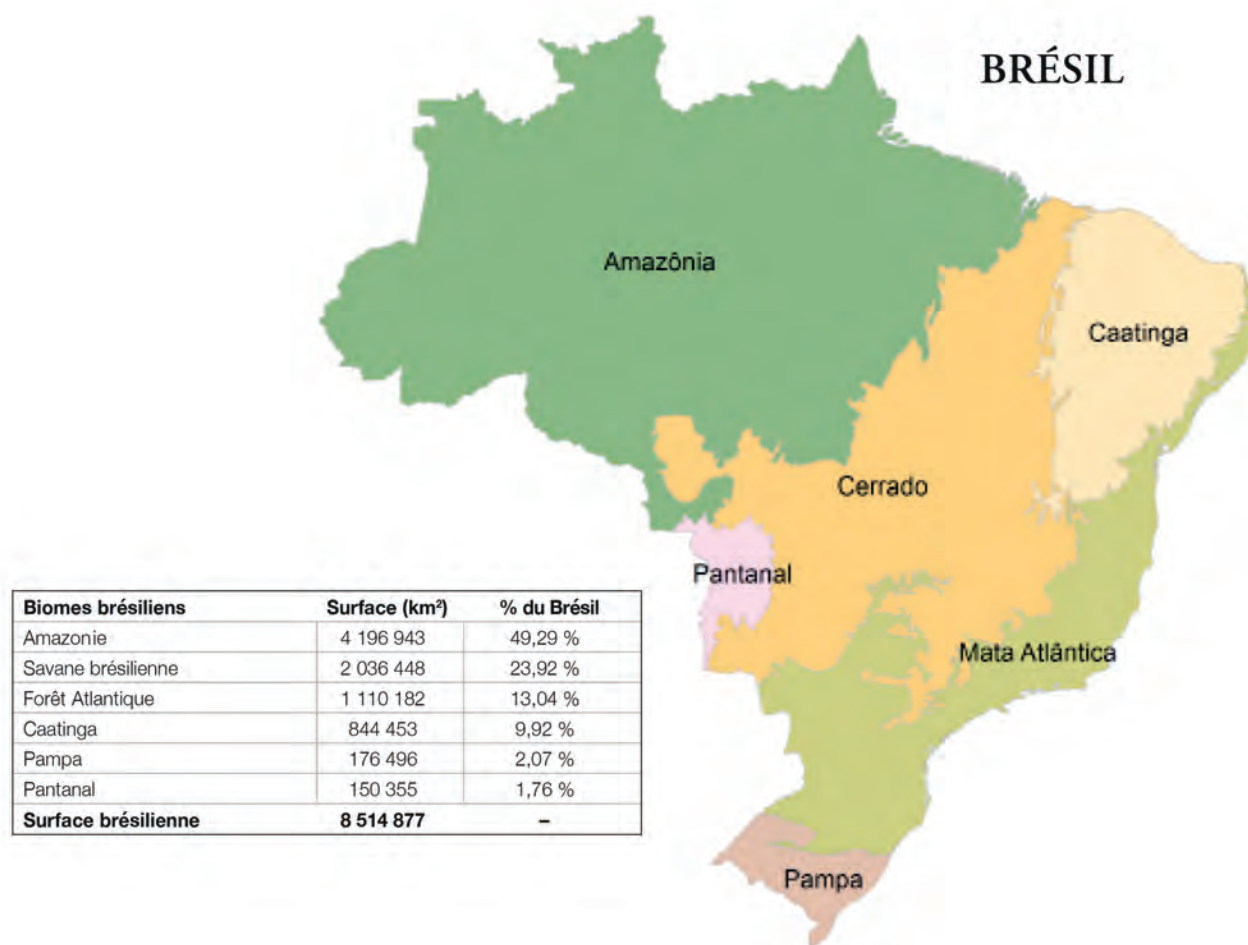
Et pourtant, si de vastes étendues de la plus grande forêt tropicale du monde ont été détruites, 81 % au seul Brésil restent intactes. C'est la responsabilité partagée du Brésil, de huit autres pays du bassin amazonien et de la communauté internationale en général, de protéger ce qu'il en reste. L'urgence nous a conduits à promouvoir le développement de nouvelles formes créatives de gestion durable de la région amazonienne, de façon à protéger son immense capital naturel.

En cela, les gardiens ancestraux de la forêt, ses peuples indigènes, peuvent et jouent déjà un rôle central.

C'est ce qu'ont rendu possible les intenses campagnes des trente dernières années : un progrès remarquable a été accompli, garantissant aux indigènes brésiliens leur territoire légitime et respectant l'isolement de 70 à 100 communautés non contactées à ce jour.

Aujourd'hui les lois fédérales leur donnent le droit exclusif d'occuper 25,7 % de la région amazonienne brésilienne, soit 1 080 102 km<sup>2</sup>. Ainsi, 240 communautés indigènes, soit au total 900 000 personnes, vivent maintenant dans 690 réserves différentes, dans lesquelles, en dépit d'occasionnelles invasions illégales, ils peuvent bénéficier de la protection considérable de la Fondation nationale de l'indien (FUNAI), l'organisme gouvernemental brésilien chargé de veiller au respect de la politique indigène.

Les images satellitaires de la région amazonienne montrent que presque aucune déforestation n'a eu lieu sur les territoires des réserves indiennes, ce qui présente une raison supplémentaire de placer les communautés indigènes au cœur de cette initiative.



Tout aussi encourageant, toujours selon les images prises par satellites : le peu de dommages infligés à la forêt tropicale visibles à l'intérieur des « unités de conservation », ces zones protégées qui couvrent 1 158 263 km<sup>2</sup>, soit 27,6 % de l'Amazonie brésilienne.

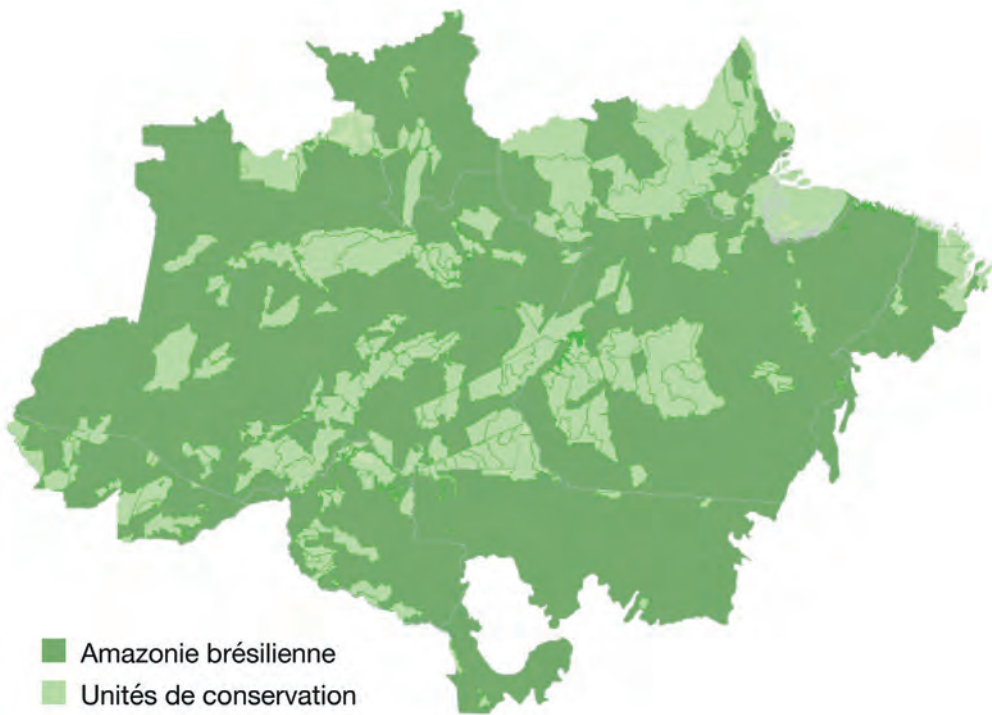
La déforestation est une réalité indéniable, plus criante sur les terres gouvernementales et privées, surtout autour des zones urbaines en développement rapide et le long des fleuves et grandes routes.

Mais même là, sur une surface de 1 958 578 km<sup>2</sup>, plus de 60 % de la forêt est restée intouchée, ce qui correspond approximativement à 19 % de la surface de l'Amazonie brésilienne.

Pour explorer cet héritage intact, nous avons entrepris un voyage photographique à long terme afin d'enregistrer les modes de vie des indigènes qui vivent en harmonie avec la forêt amazonienne.

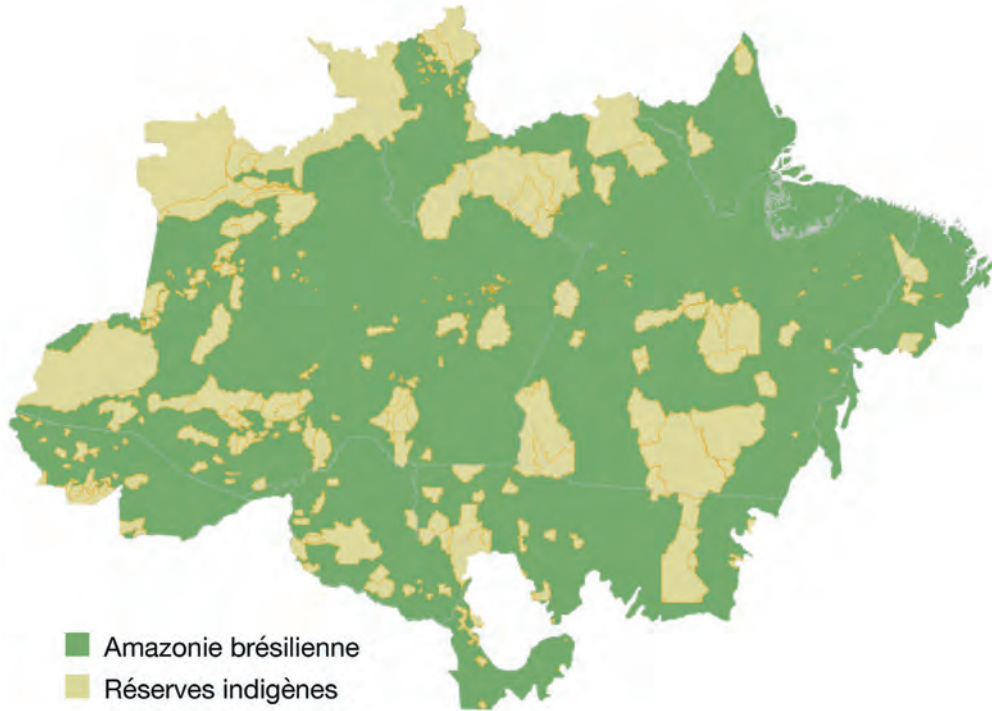


*Amazonie brésilienne  
(4 196 943 km<sup>2</sup>).*

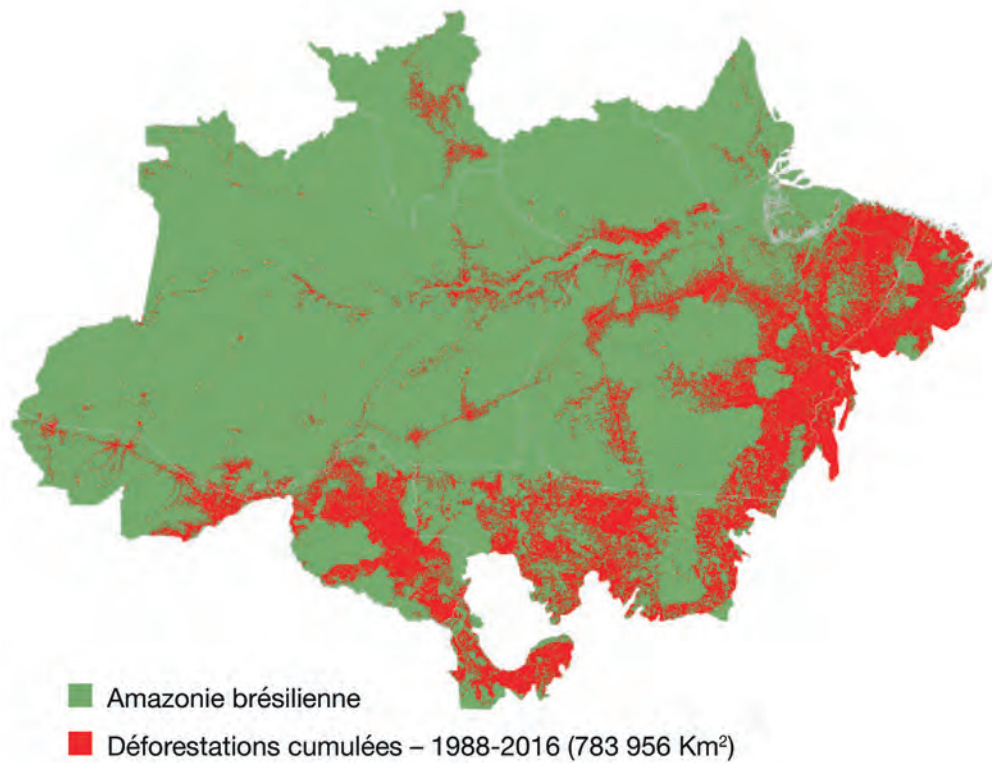


*Les unités de conservation  
occupent 1 158 263 km<sup>2</sup>,  
soit environ 27,6 % de  
l'Amazonie.*

- Amazonie brésilienne
- Unités de conservation

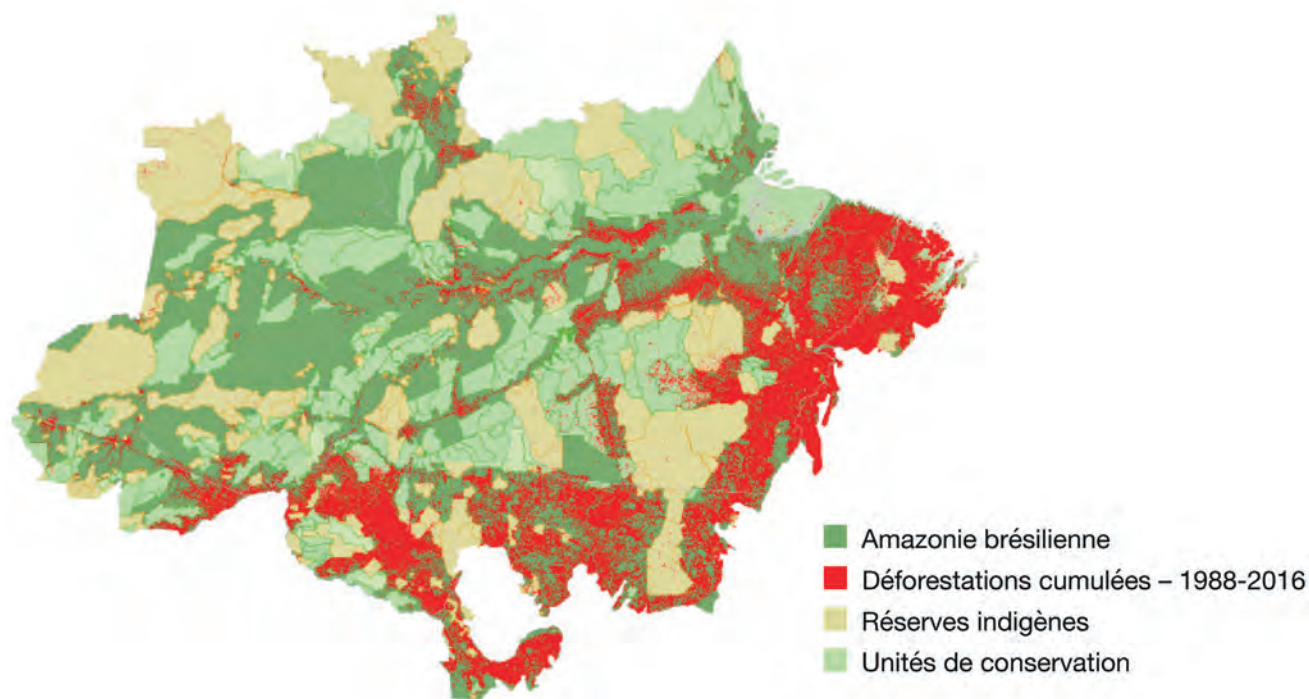


*Les réserves indigènes occupent 1 080 102 km<sup>2</sup>, soit environ 25,7 % de l'Amazonie.*



*Environ 19 % de la forêt amazonienne est détruite.*





À ce jour, nous avons photographié dix communautés : les Kuikuro, les Kamayura et les Waura dans la région du Haut Xingu, ainsi que les Zo'é, les Awá, les Yanomami, les Ashaninka, les Yawanawa, les Suruwará et les Korubo, des groupes ethniques au cœur de l'Amazonie.

En 2018 et 2019, nous travaillerons auprès de quatre autres communautés : certaines vivent dans des régions éloignées que l'on ne peut atteindre que par les cours d'eau ou en petit avion ; d'autres ont appris à défendre leur identité en dépit de la proximité du monde occidental.

Parallèlement, nous sommes en train d'établir des archives plus larges de la région entière, avec des photographies au sol et aériennes du labyrinthe complexe que forment les affluents sinueux qui alimentent le fleuve Amazone, et les changements dramatiques des niveaux d'eau entre saisons sèches et périodes de crues ; il y aura aussi avec des photographies aériennes de la forêt vierge et des colonnes de fumée qui s'élèvent à des kilomètres au-dessus des zones où la forêt est encore incendiée.

Notre espoir est que le livre et les expositions qui résulteront de ce travail photographique servent de catalyseurs pour éveiller les consciences à la nécessité de protéger la forêt amazonienne et sa population autochtone. Nous espérons aussi qu'ils permettront une nouvelle approche de l'exploitation des ressources naturelles et humaines de la forêt, pour arrêter de les mettre en péril.



*Groupe de femmes Zo'é se teignant le corps avec un fruit rouge (l'urucum). État de Pará, Brésil, 2009*

Cette initiative découle naturellement de l'expérience acquise dans l'accomplissement de nos projets photographiques antérieurs sur quelques-uns des thèmes importants de notre époque – projets présentés sous forme de livres et d'expositions itinérantes.

*Autres Amériques* montrait les paysans pauvres, les laissés-pour-compte de l'urbanisation en Amérique latine. *La Main de l'homme : une archéologie de l'ère industrielle* allait à la rencontre des hommes et des femmes qui continuaient, de par le monde, à travailler de leurs mains – dans les champs, les mines ou les usines – malgré la modernisation galopante. *Exodes* portait un regard sur le phénomène des déplacements massifs de populations – les migrants, les réfugiés, ceux qui fuient la pauvreté, les catastrophes naturelles ou les guerres. Et dans *Terra : la lutte des paysans sans terre*, nous documentons le combat des paysans brésiliens pour le droit d'obtenir un lopin de terre qu'ils pourraient cultiver et qui assurerait leur survie.



*Korubo. État de Amazonas, Brésil, 2017*

À la fin des années 1990, nous sommes passés d'observateurs à acteurs engagés en entreprenant la reforestation d'une propriété familiale dans l'état du Minas Gerais, au Brésil. Comme dans tant d'autres fermes de cette région, les arbres y avaient été rasés pour faire place nette à l'élevage. Avec le temps, la terre avait subi une érosion massive et était devenue stérile. Au cours des quinze dernières années, nous avons replanté plus de 2 500 000 jeunes pousses d'espèces endémiques sur une surface de 800 hectares. Grâce à Instituto Terra, l'institution que nous avons fondée, nous avons vu resurgir des ruisseaux et revenir les insectes et les animaux qui avaient déserté le lieu depuis des lustres.

Cette régénération nous a inspiré notre projet le plus récent : *Genesis*. En 32 voyages sur huit ans dans les régions les plus reculées de notre planète, nous avons tenté de saisir la majestueuse beauté de la nature lorsqu'elle est intacte : paysages marins glacés, volcans en éruption, animaux sauvages, peuples anciens. Rien n'est plus stimulant que de faire redécouvrir la planète sous sa forme la





*Yanomami. État de Amazonas, Brésil, 2014*

plus virginale. Le livre *Genesis* s'est déjà vendu à plus de 600 000 exemplaires et l'exposition muséologique, vue dans 49 villes autour du monde, a battu, à ce jour, tous les records de visiteurs pour une exposition de photographies.

Forts de la constatation qu'un large public partage notre philosophie, nous nous sentons encouragés à porter, une fois de plus, le message que l'Amazonie et ses habitants – que ce soient les tribus indigènes ou les communautés appauvries vivant sur les rives du fleuve et des rivières – ont d'urgence besoin d'attention et d'aide.

Le cliché de la forêt tropicale « poumon du monde » traduit bien le fait qu'elle absorbe de vastes quantités de dioxyde de carbone, l'un des facteurs clé du réchauffement climatique. Mais, sombre signe des effets de la déforestation, sa capacité à transformer le CO<sub>2</sub> en biomasse est en constante régression. Qui plus est, la stabilité du climat de la planète est affectée par le flux et l'évaporation



de ce réseau hydrographique, le plus vaste au monde. Celui-ci détermine à son tour la température et l'humidité de l'air et des vents qui traversent puis quittent la zone. En conséquence, lorsque l'environnement en Amazonie est déstabilisé, les conséquences s'en ressentent bien au-delà des frontières de l'Amérique latine.

La forêt en elle-même recèle un potentiel économique immense et durable, mais pas sous sa forme d'exploitation actuelle. L'extraction illégale de l'or empoisonne de nombreux cours d'eau : le mercure tue les poissons (principale ressource des Indiens) et les tonnes de boues déversées asphyxient toute autre forme de vie aquatique, des œufs de poissons et des petits animaux aux plantes riveraines et aux insectes. De même, les espaces dégagés pour l'élevage, que ce soit par abattage ou par mise à feu de carrés de forêt, ne sont productifs que sur une vingtaine d'années. Mise à nu, la terre s'érode, perd ses nutriments et se désertifie. Enfin, l'exploitation de ses feuillus déséquilibre davantage encore la forêt primaire.

On oublie souvent qu'une forêt tropicale n'est pas renouvelable, du moins pas à une très grande échelle, et que cela a un coût extrêmement élevé. Notre expérience à l'Instituto Terra nous a appris qu'il faut compter 8 000 dollars américains par hectare pour la reconstitution écosystémique d'une forêt. Ajoutez à cela les frais de récupération des sources d'eau et de recréation du sous-bois, et cette somme grimpe à près de 20 000 dollars, sans parler des décennies qu'il faut à la terre pour retrouver un cycle naturel. Sachant que la forêt amazonienne du Brésil couvre 420 000 000 hectares (4 200 000 km<sup>2</sup>), on peut estimer sans exagération que cela représente la plus grande concentration de capital au monde. En d'autres termes, la forêt a infiniment plus de valeur intacte que détruite.

Alors comment cette forêt peut-elle être préservée tout en servant de ressource réellement renouvelable ?

Les Indiens vivent avec la forêt, et non contre elle. Nous aurions énormément à apprendre de leur connaissance des plantes. Au cours d'une visite récente aux Yawanawa, dans l'État d'Acre, le chef de la tribu a fièrement montré leur jardin où poussent quelque 2 800 plantes médicinales. L'extraordinaire variété de la flore amazonienne offrirait de gigantesques opportunités aux industries pharmaceutique et cosmétologique si celles-ci mettaient au point une stratégie pour travailler avec les Indiens et apprendre d'eux. Parallèlement, la prolifération des magasins « Nature » dans les villes occidentales, signe de l'expansion rapide du marché des produits non synthétiques, doit encourager les communautés de l'Amazonie à extraire et commercialiser les huiles essentielles, noix, fruits, condiments et autres produits similaires.

Une autre ressource économique, qui jusqu'ici a à peine été approchée en Amazonie, est l'écotourisme. On peut déjà remonter une partie du fleuve Amazone en croisière de luxe, mais le contact avec les tribus indigènes est minimal. Les voyageurs passent en général à côté d'un authentique aperçu de la noblesse de cette forêt et du mode de vie de ses habitants. Il conviendrait de modifier la conception



*Montagnes de la Serra do Imeri. État de Amazonas, Brésil, 2009*

et l'organisation de ce type de tourisme, tant pour les visiteurs que pour les indigènes, en imaginant, par exemple, des voyages de plusieurs jours en canoë ou par hydravion à la découverte de la forêt et de la vie quotidienne des Indiens. Bien sûr, il faudra former ces derniers au contact avec les visiteurs du monde extérieur. Et si l'écotourisme est développé de manière raisonnée, il créera des emplois qui dissuaderont les jeunes de quitter leurs villages pour rejoindre les populations pauvres des petites villes de la région.

N'oublions pas non plus les millions de paysans pauvres qui vivent dans des hameaux et des villages sur les rives de l'Amazone et de ses affluents. Beaucoup sont venus travailler dans les exploitations de caoutchouc, cueillir les noix ou abattre les arbres, mais ces emplois ont disparu et ils survivent tant bien que mal de la pêche et de la chasse. Non seulement ils ont une connaissance intime de la forêt et du réseau fluvial, mais ils parlent couramment le portugais. Eux aussi pourraient bénéficier



*Les Anavilhanas, quelque 350 îles boisées du Río Negro. État de Amazonas, Brésil, 2009*

de ces projets, en servant par exemple de guides ou de pilotes fluviaux. Ils pourraient également travailler dans l'horticulture ou à la cueillette de produits forestiers.

L'objectif de cette initiative est ainsi de redonner valeur à la forêt et à ceux qui y vivent tout en les protégeant des assauts répétés portés à leurs ressources et à leur culture.

En tant que photographe et en tant que créatrice de livres et d'expositions, nous ne pouvons prétendre mettre en œuvre nous-mêmes les changements radicaux nécessaires à la sauvegarde du bassin amazonien. Il y a pour cela des personnes, des entreprises, des gouvernements, des institutions et des organisations internationales. Mais nous avons entrepris de chercher des partenaires pour se joindre à nous dans ce projet ainsi que des sponsors pour aider à financer l'accomplissement du volet photographique de cette aventure.



Nous avons commencé au Brésil à présenter et expliquer l'initiative à des représentants du gouvernement brésilien, dont le ministre des Affaires étrangères et, non moins importants, des responsables haut placés de l'armée. Ces derniers reconnaissent les avantages qu'il y a à s'engager sur un projet constructif plutôt que de porter leurs actions principales en Amazonie sur la répression des infractions aux lois de protection de l'environnement et des incursions de gangs armés depuis les pays limitrophes. Nous avons également exposé nos idées à des hommes d'affaires, des hommes politiques et des représentants d'organisations de défense de l'environnement. Leur accueil a été plus qu'encourageant.

De plus, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, déclarait lors de la réunion récente que nous avons eue avec lui à New York qu'il envisagerait de mobiliser les agences environnementales de l'organisation et des fonds dès que le gouvernement brésilien lui aurait soumis une demande officielle d'engagement.

Entre-temps, Izabella Mônica Teixeira, l'ancienne ministre de l'environnement du Brésil qui a joué un rôle important lors des négociations sur le climat de la COP21, a accepté de devenir la coordinatrice de cette initiative.

À moyen terme, pour aider à cerner au mieux les moyens d'exploiter *et* de protéger la forêt d'Amazonie, il faudra des experts de tous bords : biologistes, ingénieurs géologues, minéralogistes et planificateurs militaires. Sans oublier des agronomes, médecins, pharmacologues, cosmétologues et promoteurs touristiques. Et à mesure que seront trouvées des opportunités à la fois économiquement viables et respectueuses de l'environnement, des programmes d'investissement et de formation suivront. Notre objectif est qu'à terme notre initiative serve de modèle à tous les pays du bassin de l'Amazone.

À l'heure actuelle, nous voyons notre rôle comme étant d'insuffler vie à ce projet ambitieux. Mais notre contribution principale sera de faire apparaître ce qui est en jeu en montrant, au moyen de photographies, de livres et d'expositions présentés de par le monde, la magnificence de cette forêt tropicale et la noble simplicité du mode de vie indien. Par la force des images, nous espérons stimuler une pensée – et des actions – nouvelles, afin de mieux préserver cet inestimable patrimoine de l'humanité.

Notre tâche immédiate est de trouver et rassembler ceux qui partagent notre préoccupation.